Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 7, n°1 | Avril 2016

Analyse institutionnelle des paiements pour services environnementaux

Joan Martinez Alier, 2014, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les petits matins, 671 pages.

Jérôme Ballet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11254>

DOI : 10.4000/developpementdurable.11254

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Jérôme Ballet, « Joan Martinez Alier, 2014, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les petits matins, 671 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°1 | Avril 2016, mis en ligne le , consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11254> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11254>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Joan Martinez Alier, 2014,
*L'écologisme des pauvres. Une étude des
conflits environnementaux dans le
monde*, Paris, Les petits matins, 671
pages.

Jérôme Ballet

- 1 Cet ouvrage de Joan Martinez Alier est la traduction française du désormais classique de l'auteur *El Ecologismo de los pobres. Conflictos ambientales y lenguajes de valoración*¹. Il est doté d'une préface de Marc Dufumier pour cette édition française.
- 2 L'ouvrage part d'un constat : les enjeux environnementaux ne sont pas de simples enjeux à traiter en plus des questions économiques et sociales habituelles. Ils sont le cœur même de la construction de nos sociétés. Il ne faut pas les penser, comme c'est trop souvent le cas, comme des contraintes supplémentaires sur l'économie, l'obligeant à des modes de régulations périphériques qui lui permettraient de continuer à fonctionner telle qu'elle avec quelques ajustements. Ils nécessitent au contraire de revoir de fond en comble nos modes d'organisation socioéconomiques et nos sociétés dans leur ensemble.
- 3 Les enjeux environnementaux renouvellent l'analyse des rapports sociaux, car ils émanent aussi des rapports sociaux. Ils sont au cœur de conflits sociaux massifs qui s'articulent aux rapports de pouvoir au niveau mondial comme aux différents échelons locaux et nationaux. Les lecteurs français n'auront pas de mal à s'en convaincre tant les conflits récents autour de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou du barrage de Sivens sont le reflet de relations de pouvoir. Les enjeux environnementaux ne sont pas en somme déconnectés des rapports sociaux et de pouvoir, ils sont le parfait reflet de ces rapports. Les rapports à l'environnement que nous entretenons renvoient aussi à la manière dont les humains se traitent entre eux.
- 4 La démonstration magistrale qui en est faite à travers cet ouvrage s'articule en plusieurs séquences. La première séquence, composée des trois premiers chapitres, propose un parcours sur les différentes conceptions de l'écologie, brassant les différents courants de l'écologisme (chapitre 1), puis se focalisant sur l'économie écologique (chapitre 2), pour aboutir aux indices de soutenabilité (chapitre 3). La force de ces trois chapitres est, au-delà des multiples informations fournies au lecteur, de souligner que l'économie, et donc les modes de production, ne peuvent être entrevus sans que la nature ne soit prise en compte. Si l'auteur consacre un chapitre complet à l'économie écologique c'est parce que ce courant propose « une vision systématique des relations entre économie et environnement » et par ce biais dépasse le caractère qui pourrait paraître anecdotique des conflits écologiques çà et là. « L'étude des conflits écologiques n'est donc pas seulement un recueil d'anecdotes intéressantes, elle est avant tout un volet de l'étude de la confrontation en perpétuelle évolution entre économie et environnement » (p.60). Les conflits environnementaux sont un des volets d'étude de l'économie écologique ; volet qui fait ressortir les rapports sociaux qui s'immiscent entre l'économie et l'environnement. Or si ces conflits ou les risques de ces conflits sont si souvent ignorés et aussi si souvent mal pris en compte, c'est parce que notre mesure de ce qui est bien pour notre société est fondamentalement viciée ; le PIB. D'où l'importance de penser des indicateurs alternatifs du bien-être dans nos sociétés.
- 5 Cette première séquence est suivie d'un ensemble de chapitres (du chapitre 4 au chapitre 8 inclus) dans lesquels des analyses de cas de conflits environnementaux sont menées, des mines de cuivre au Japon au début du XXème siècle, de la défense de la mangrove contre les fermes de crevettes un peu partout dans le monde (Équateur, Sri Lanka, Indonésie, Malaisie, etc.), des conflits liés à l'industrie de l'extraction du pétrole dans le delta du Niger, au gazoduc de Yadana en mer d'Andaman, à l'exploitation de plantations au Costa Rica ou au Brésil, à la défense des rivières contre l'édification de barrages sur le fleuve Amazone, jusqu'aux oppositions à la biopiraterie en Inde, etc.

Mais au-delà des descriptifs parfois très précis des études de cas, l'auteur nous amène à une réflexion sur les ressorts de ces conflits. Il montre que nous avons développé des modes de production et de consommation qui ne sont guère souhaitables, et qui génèrent ces conflits, parce que nous n'avons pas mis en place les bons indicateurs ou procédures de prise en compte des risques. Que ce soit pour la congestion automobile des villes, les risques de pollutions liés aux industries, etc., nous avons construit un système économique qui ne tient pas compte, non seulement des effets environnementaux, mais également des répercussions sur les populations, leur bien-être et les conflits qui peuvent en découler. Ces études de cas ne servent pas seulement d'illustrations, elles font ressortir la nécessité de penser autrement les relations entre l'économie et l'environnement, et donc implicitement les rapports de pouvoir au sein de nos sociétés et entre nos sociétés.

- 6 La troisième et dernière séquence du livre interroge ainsi la place des États et des autres acteurs dans les changements, soulignant s'il en est encore besoin que la gouvernance environnementale ne peut plus se concevoir dans le cadre des États, mais doit procéder d'un mouvement international ou mondial dans lequel, d'ailleurs, les mouvements de la société civile jouent un rôle fondamental actuellement. Cette dernière séquence invite à une réflexion sur des nouveaux concepts tels que ceux de dette écologique et de justice environnementale en particulier. Et l'on ressent bien que prendre au sérieux ces notions de dette et de justice pourrait conduire à des modes d'intervention ou de sanction au niveau international. La dette écologique renvoie au problème d'échanges écologiques inégaux, lorsque le contenu des échanges économiques n'inclut pas la même charge écologique. Ainsi, les importations de matières premières en provenance des pays relativement plus pauvres se fondent sur un prix qui ne tient pas compte des effets environnementaux négatifs de l'exploitation de ces matières premières. En ce sens l'échange est écologiquement inégal puisque grâce à ces importations les pays relativement plus riches peuvent produire des biens qu'ils revendront plus chers. Or, ces derniers produits reposent sur la constitution d'une dette écologique vis-à-vis des pays exportateurs de matières premières, dette qui ne leur est jamais payée et ne fait que s'alourdir. L'exploitation de la nature est aussi une forme d'exploitation de ces pays à travers leurs ressources. On retrouve toute la pertinence d'un raisonnement liant les enjeux environnementaux aux rapports de pouvoir. La justice environnementale, quant à elle, renvoie initialement aux effets des pollutions subies par les populations du fait de l'implantation de sites industriels. Elle est issue de mouvements de protestation contre ces sites industriels, soulignant que les bénéfices et les charges sont inégalement répartis, aux pauvres les sites polluants, aux riches les zones d'agréments. Elle s'est néanmoins élargie ces dernières années à de nombreuses revendications impliquant des pollutions importées à travers le monde via les déchets toxiques par exemple, ou le pillage des ressources génétiques, etc. Mais elle ressort toujours du même fond : des revendications des populations pour que leur environnement soit traité avec respect et de manière équitable, parce qu'à travers ce respect à l'environnement c'est aussi le respect envers les populations qui est en jeu.
- 7 Espérons que cette traduction française d'un livre classique d'une figure de proue de l'économie écologique et de l'écologie politique participera à la diffusion de la réflexion sur la nécessité de prendre en compte très sérieusement et rapidement les enjeux environnementaux, de manière encore plus large que l'auteur ne l'a déjà fait.

NOTES

1. La première édition est parue en 2002 aux éditions Edward Elgar, il s'agit ici de la traduction d'une nouvelle édition augmentée, parue en 2011 aux éditions Icaria International.

AUTEUR

JÉRÔME BALLET

Jérôme Ballet est Maître de conférences en sciences économiques à l'Université de Bordeaux, GREThA UMR CNRS 5113. Ses travaux portent sur l'éthique et l'économie.